

## La relance en Auvergne-Rhône-Alpes : indicateurs économiques et sociaux

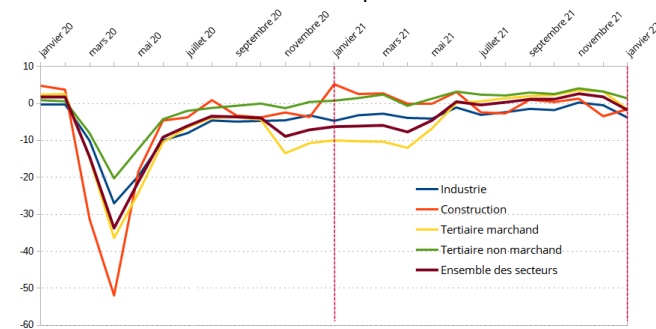
### DONNÉES ENTREPRISES

Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises donne un aperçu du niveau d'activité dans la région.

Selon cet indicateur, en janvier 2022, l'activité économique ralentirait sensiblement par rapport à l'année 2019 (- 1,8 % après + 1,8 % en décembre). Seul le tertiaire non marchand parvient à maintenir un niveau supérieur à 2019 (+ 1,3 %). Dans l'industrie, l'écart se creuse par rapport à l'avant-crise (- 3,9 % après - 0,5 %). Le tertiaire marchand est en repli (- 1,7 %) pour la première fois depuis juin 2021.

#### En janvier 2022, seul le tertiaire non marchand dépasse le niveau de 2019

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur



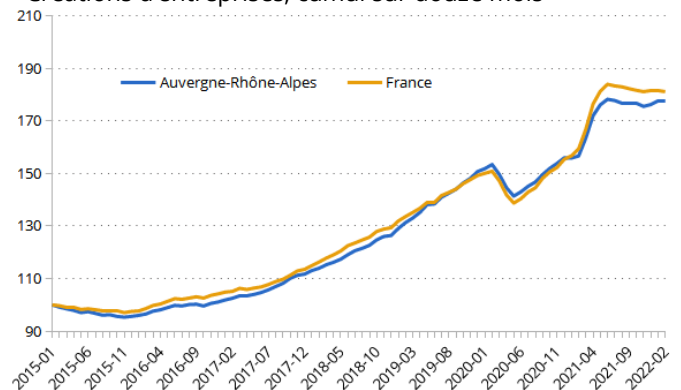
**Note :** la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne des ruptures en janvier 2021 et 2022 (les mois de 2020, 2021 et 2022 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Ces ruptures sont signalées par les traits pointillés verticaux.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 22 mars 2022

Depuis décembre 2021, le nombre de créations d'entreprises repasse au-dessus de la barre des 10 000 avec un petit pic à 11 500 en janvier 2022. Les niveaux sont historiquement hauts. Fin février, en l'espace de 12 mois, 125 000 nouvelles entreprises ont été enregistrées.

#### Créations d'entreprises : un bilan 2021 historiquement élevé

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois

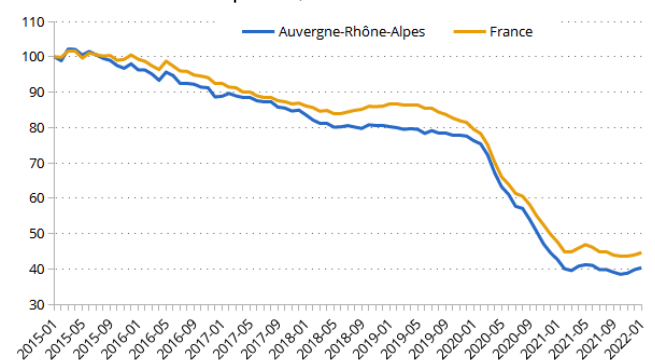


Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 31 mars 2022 (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 - cumul 12 mois)

Fin 2021, les défaillances d'entreprises se stabilisent à environ 3 050 dépôts de bilan sur douze mois. Le nombre de défaillances reste historiquement bas depuis plusieurs mois, que ce soit en France ou en région.

#### Les défaillances toujours à un niveau inédit

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



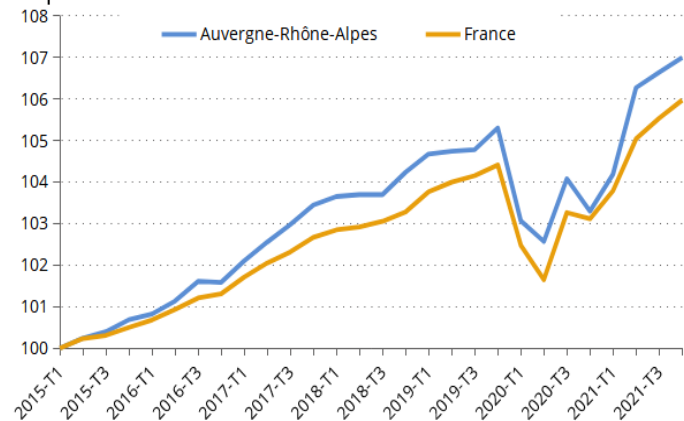
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 1<sup>er</sup> avril 2022 (base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 2015 - cumul 12 mois)

## EMPLOI SALARIÉ

Au quatrième trimestre 2021, Auvergne-Rhône-Alpes compte plus de 3,1 millions de salariés, soit 49 000 de plus que deux ans auparavant. Sur trois mois, la croissance régionale est de 0,3 %, rythme semblable au trimestre précédent. Le niveau d'avant-crise de fin 2019 est nettement dépassé (+ 1,6 %), à peine plus qu'au niveau national (+ 1,5 %).

### La reprise de l'emploi continue sur sa lancée

Emploi salarié



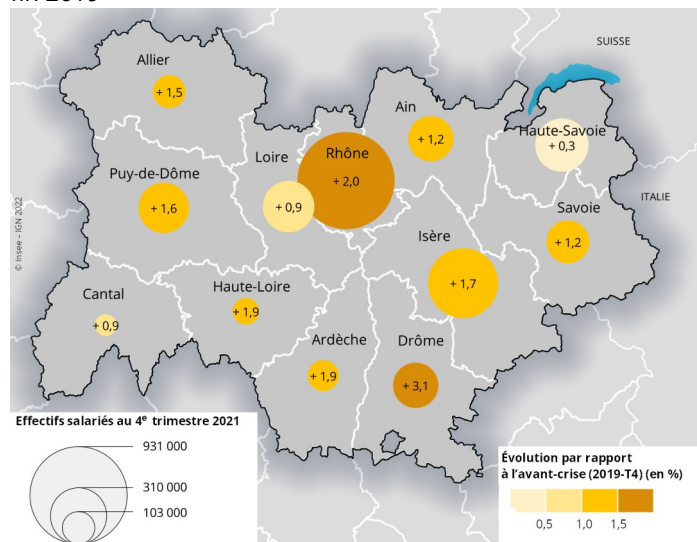
**Note :** la crise sanitaire fait apparaître une rupture de saisonnalité à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2020. Les évolutions trimestrielles à partir de ce point sont à interpréter avec précaution.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin mars 2022 (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015).

Tous les départements de la région ont retrouvé ou dépassé le niveau d'avant-crise. La Haute-Savoie est le département qui se remet le plus difficilement de la pandémie (+ 0,3 %). Le Cantal et la Loire affichent une reprise de 0,9 %. Les autres départements dépassent + 1 %. Le Rhône (+ 2,0 %) et la Drôme (+ 3,1 %) ont particulièrement rebondi.

### Emploi : les départements comblent le creux de la crise

Emploi salarié au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



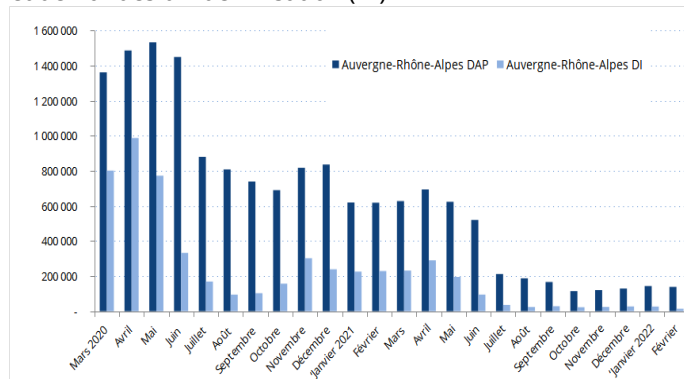
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin mars 2022 (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015).

## MARCHÉ DU TRAVAIL

Les demandes d'indemnisation pour activité partielle repassent la barre des 25 000 en décembre et janvier, avant une nouvelle baisse en février. Elles restent sans commune mesure avec les niveaux atteints jusqu'en juin 2021.

### Les demandes d'indemnisation pour activité partielle baissent à nouveau en février

Activité partielle – demandes d'autorisation préalable (DAP) et demandes d'indemnisation (DI)

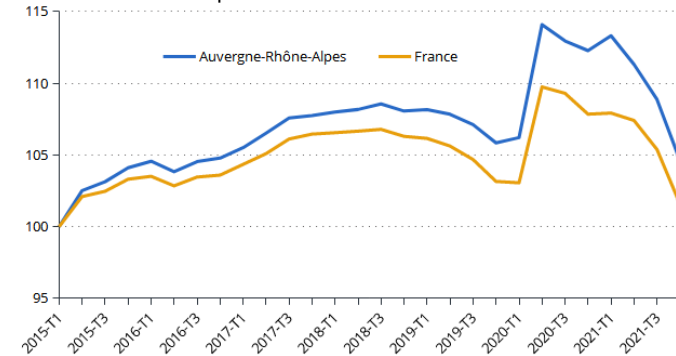


Source : ASP-DGEFP, SI Activité Partielle – Données provisoires, Traitements DREETS ARA – Chiffres arrêtés au 1<sup>er</sup> avril 2022

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi se confirme et se renforce même en fin d'année pour atteindre 623 900 personnes en fin d'année 2021 (- 3,9 % sur le trimestre). Le volume de demandeurs d'emploi est désormais inférieur à l'avant-crise, en retrait de 1,2 % par rapport à la fin 2019.

### Le volume de demandeurs d'emploi est désormais inférieur à l'avant-crise

Demandeurs d'emploi en fin de mois

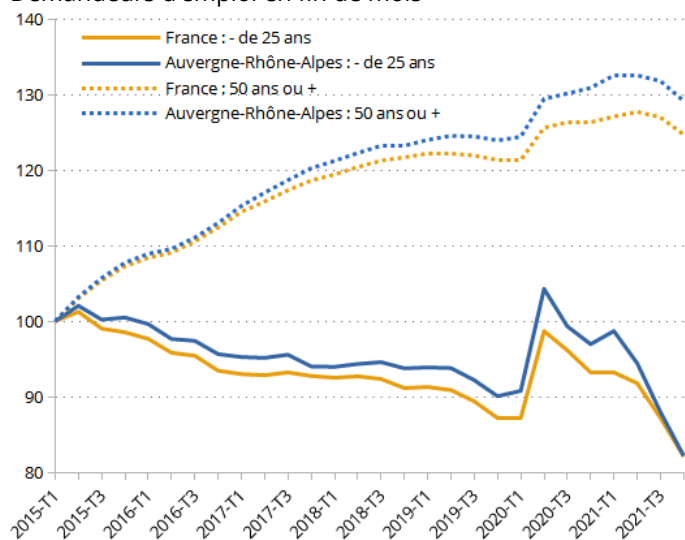


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015)

Le volume des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans continue de reculer en fin d'année avec 74 300 inscrits, 13 400 de moins que fin 2020 et 7 100 de moins qu'il y a deux ans. Pour les demandeurs de 50 ans ou plus, le reflux est bien moins marqué, mais se renforce en fin d'année (- 2,0 % au quatrième trimestre 2021 contre - 0,6 % au trimestre précédent).

### La demande d'emploi des jeunes continue sa baisse, plus franchement que celle des seniors

Demandeurs d'emploi en fin de mois

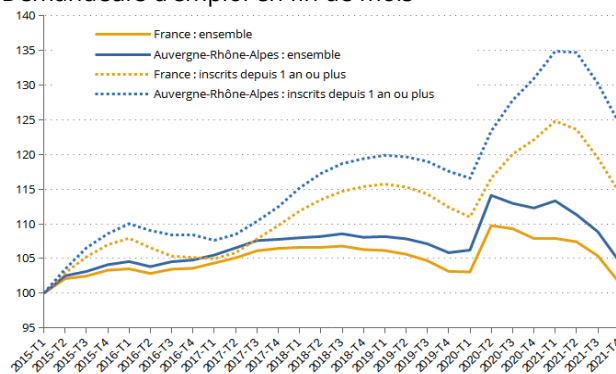


Source : Pôle emploi, DARES, STMT - demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015)

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus continue de régresser au même rythme qu'au trimestre précédent, avec - 4,4 %. Cependant, la région en compte encore 15 000 de plus qu'avant la crise, pour un niveau qui dépasse légèrement 300 000.

### Pour les demandeurs d'emploi de longue durée, le repli se poursuit sur un rythme identique

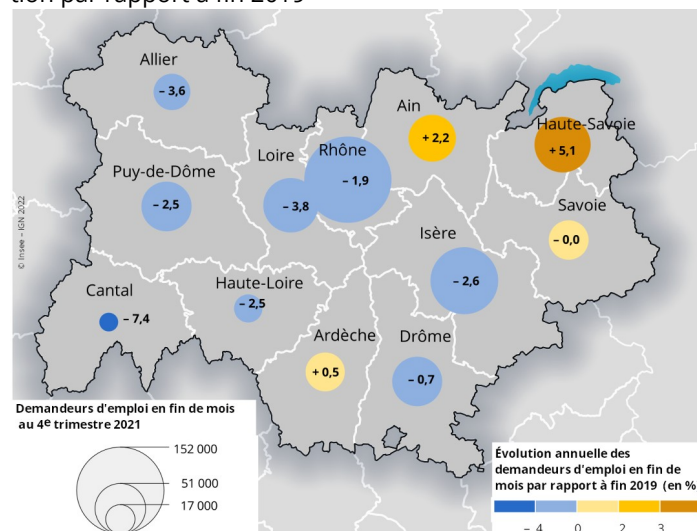
Demandeurs d'emploi en fin de mois



Source : Pôle emploi, DARES, STMT - demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015)

### La Haute-Savoie, l'Ain et l'Ardèche ne retrouvent pas le niveau de demandeurs d'emploi d'avant-crise

Demandeurs d'emploi à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



Source : Pôle emploi, DARES, STMT - demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO

Depuis le début de la crise sanitaire, le nombre de demandeurs d'emploi évolue très différemment selon les départements. Le volume de demandeurs d'emploi en Haute-Savoie (+ 5,1 %), dans l'Ain (+ 2,2 %) et dans l'Ardèche (+ 0,5 %) reste supérieur à celui de fin 2019. Hormis ces trois départements et la Savoie qui est stable, les autres départements comptabilisent moins de demandeurs d'emploi que fin 2019.

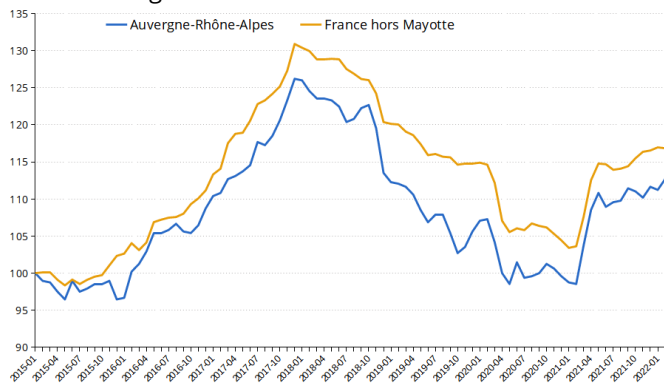
## ZOOMS SECTORIELS

### Construction

Entre mars 2021 et février 2022, 54 200 logements ont été mis en chantier en Auvergne-Rhône-Alpes. La construction de logements continue de croître modérément dans la région, mais à un rythme assez régulier.

#### Les mises en chantier en croissance régulière

Nombre de logements commencés

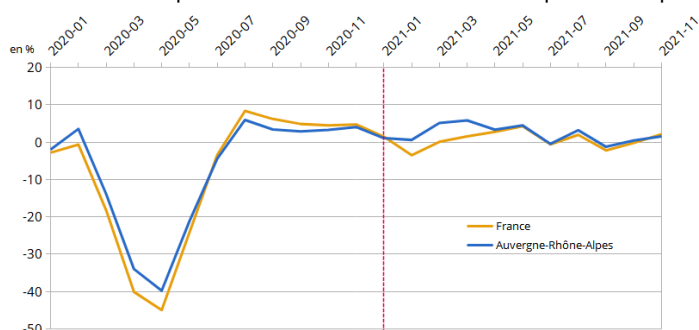


Source : SDES (cumul 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 1<sup>er</sup> avril 2022 (base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 2015)

La production de béton prêt à l'emploi, calculée sur trois mois glissants (de septembre à novembre 2021), repart à la hausse, à un niveau supérieur à l'avant-crise (+ 1,5 %).

#### La production de béton en croissance pendant l'automne

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



**Note** : cumul 3 mois - Unité : % d'évolution par rapport à la même période de 2019. La comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de 2020 et 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Cette rupture est signalée par le trait pointillé vertical.  
Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 1<sup>er</sup> avril 2022, traitement CERC ARA

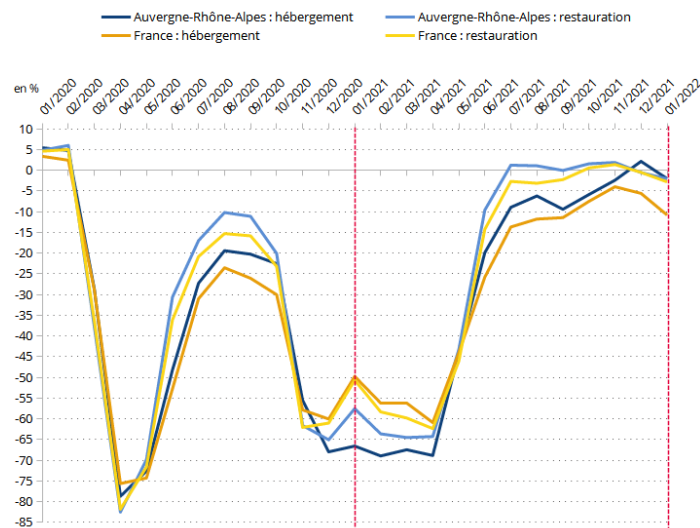
### Hébergement - restauration

En janvier, avec l'apparition de la vague Omicron, le nombre d'heures rémunérées dans la restauration se contracte (- 2,1 % par rapport à 2019) après un second semestre favorable.

Dans son sillage, l'hébergement enregistre un repli similaire de ses heures rémunérées par rapport à l'avant-crise (- 2,0 %). La deuxième moitié de 2021 a été beaucoup moins propice pour le secteur de l'hébergement qui, en région comme en France, reste en deçà des niveaux enregistrés avant la crise.

### L'hébergement et la restauration, tous deux en retrait en début d'année 2022

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur dans l'hébergement-restauration



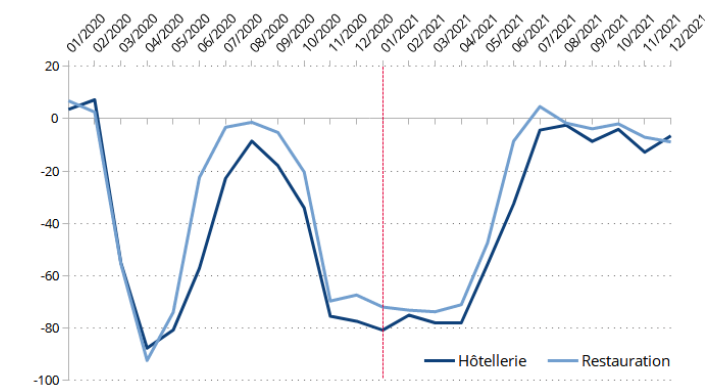
**Note** : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne des ruptures en janvier 2021 et 2022 (les mois de 2020, 2021 et 2022 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Ces ruptures sont signalées par les traits pointillés verticaux.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 22 mars 2022

En décembre, les chiffres d'affaires dans l'hôtellerie et la restauration sont toujours en deçà de leur niveau de 2019 (respectivement - 6,6 % et - 8,9 %). Ils ont chuté en novembre dans les deux secteurs. Les chiffres d'affaires sont repartis à la hausse dans l'hôtellerie, mais continuent de décroître dans la restauration.

#### En novembre et décembre, les chiffres d'affaires baissent dans la restauration

Évolution du chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2019 dans l'hôtellerie et la restauration, en Auvergne-Rhône-Alpes (en %)



**Champ** : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2021, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

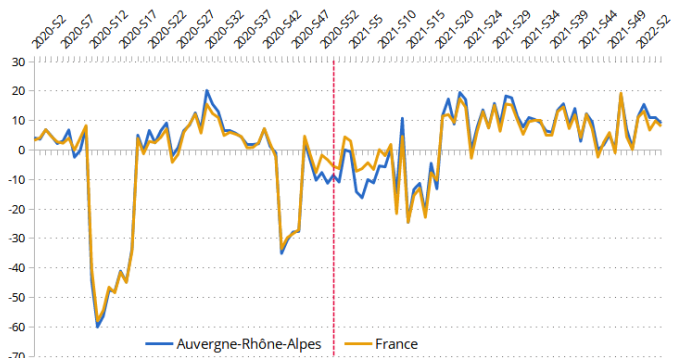
**Note** : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de 2020 et 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019). Cette rupture est signalée par le trait pointillé vertical.  
Source : DGFiP, données arrêtées au 1<sup>er</sup> avril 2022

## CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

L'évolution régionale de la consommation des ménages est estimée à l'aide des données des transactions par carte bancaire. Depuis juillet 2021, celle-ci est favorable, montrant un niveau plus élevé que les mois comparables de 2019. Cependant, cette hausse est en partie le fait de l'augmentation du taux de recours à ce moyen de paiement depuis le début de la crise sanitaire.

### Recours accru aux cartes bancaires début 2022

Évolution des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



**Note** : la comparaison se fait avec la même semaine de 2019, ce qui occasionne des ruptures en janvier 2021 et 2022 (les semaines de 2020, 2021 et 2022 sont comparées aux mêmes semaines de 2019). Ces ruptures sont signalées par les traits pointillés verticaux.

Les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires hors transactions sur Internet. Ces informations sont sujettes à certaines limites et diffèrent des données des notes de conjoncture nationales de l'Insee.

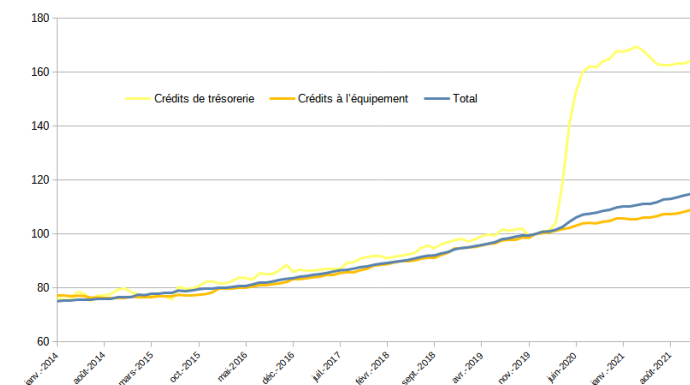
Source : cartes bancaires CB, calculs Insee, données arrêtées au 1<sup>er</sup> avril 2022

Les encours de crédits accordés aux entreprises et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Si l'encours total des crédits poursuit sa progression ininterrompue depuis quelques années, les crédits de trésorerie ont diminué d'avril à août 2021. Ce mouvement de reflux progressif semble s'interrompre en septembre et se stabilise jusqu'à la fin 2021. Les crédits à l'équipement quant à eux, semblent amorcer une hausse en toute fin d'année.

### Les encours de crédits de trésorerie restent stables

Évolution des encours de crédits accordés



Indice base 100 en décembre 2019

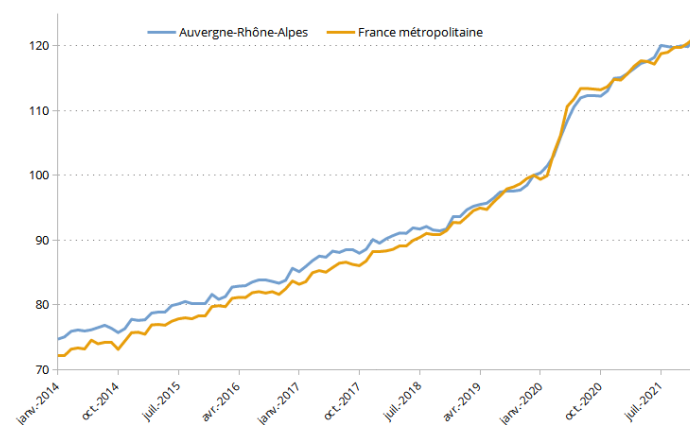
**Note** : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

Dans la région, les encours de dépôts de la clientèle non financière augmentent en décembre, après cinq mois de stabilité.

### Les encours de dépôts régionaux progressent à nouveau en décembre

Évolution des encours de dépôts



Indice base 100 en décembre 2019

**Note** : données mensuelles brutes.

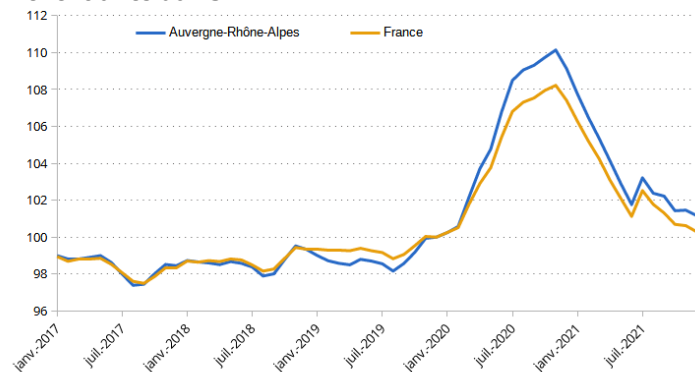
Source : Banque de France

## INDICATEURS SOCIAUX

Début 2021, le nombre de bénéficiaires du RSA avait fortement diminué. Depuis juin, les évolutions sont fluctuantes. Le niveau atteint fin décembre (161 200 bénéficiaires) est toujours sensiblement supérieur à celui d'il y a deux ans (159 400).

### Le nombre d'allocataires du RSA en recul modéré depuis l'été 2021

Bénéficiaires du RSA



Indice base 100 en décembre 2019

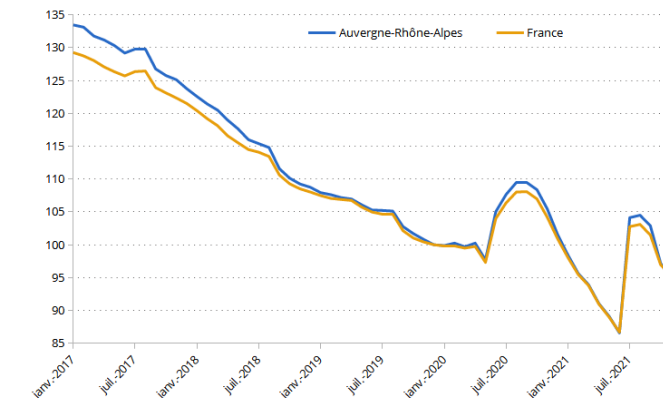
**Note :** données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 1<sup>er</sup> avril 2022

Le mois de juillet a marqué la fin des mesures de prolongation exceptionnelle des droits à l'allocation chômage, entraînant une forte hausse du nombre d'allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS). Pendant trois mois, un plateau autour de 33 000 bénéficiaires a été atteint. Puis un repli s'amorce et fin novembre on constate un peu plus de 30 000 bénéficiaires.

### Le nombre d'allocataires de l'ASS se stabilise pendant l'été avant une nouvelle baisse

Bénéficiaires de l'ASS



Indice base 100 en décembre 2019

**Note :** données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 1<sup>er</sup> avril 2022